

CAUE DE MAINE ET LOIRE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
312, avenue René Gasnier
49100 ANGERS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

In Extenso

CENTRE OUEST

CAUE DE MAINE ET LOIRE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

312, avenue René Gasnier

49100 Angers

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association CAUE 49 relatifs à l'exercice clos le 31/12/2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note « Financement de l'association » laquelle détaille notamment une partie des ressources perçues par le CAUE DU MAINE ET LOIRE, provenant du reversement par le département du Maine-et-Loire d'une quote-part de la taxe d'aménagement.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et le cas échéant sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre l'association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO CENTRE OUEST

Grégoire GAILLARD

Signé par Grégoire Gaillard
Le 22 sept. 2025

du CCP
à Montélimar

Associé

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexep

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Capital souscrit non appelé				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires				
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
ACTIF CIRCULANT	Terrains	261 000		261 000	261 000
	Constructions	2 852 991	1 660 197	1 192 794	1 276 788
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	287 329	255 900	31 429	45 074
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	2 083		2 083	2 083
	TOTAL (I)	3 403 402	1 916 097	1 487 306	1 584 945
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
COMPTES DE REGULARISATION	Marchandises	1 795	1 795		
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	77 108		77 108	51 884
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	15 420		15 420	2 906
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	323		323	323
	DISPONIBILITES	822 080		822 080	850 650
	Charges constatées d'avance	14 440		14 440	13 569
	TOTAL (II)	931 166	1 795	929 371	919 332
COMPTES DE REGULARISATION	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		4 334 569	1 917 892	2 416 677	2 504 278

(1) dont droit au bail
(2) dont à moins d'un an
(3) dont à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	31/12/2023
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	60 980	60 980
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	920 772	852 529
	Excédent ou déficit de l'exercice	76 793	68 243
	Total des fonds propres (situation nette)	1 058 544	981 752
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	696 480	759 796
	Provisions réglementées		
	Total des fonds propres	1 755 024	1 741 548
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
	Total des provisions		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	480 082	523 725
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	51 841	72 158
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	124 479	165 352
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	4 147	217
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	1 104	1 104
	Total des dettes	661 653	762 730
	Ecart de conversion passif		
TOTAL PASSIF		2 416 677	2 504 278
Résultat de l'exercice exprimé en centimes		76 792,64	68 243,30
(1) Dont à moins d'un an		225 461	282 919
(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP			

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	51 390	47 720
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens	59	131
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	312 451	358 907
	dont parrainages	30 295	29 327
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	825 750	855 000
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	48 212	16 451
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	6	33
Total des produits d'exploitation		1 237 868	1 278 241
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock	14 110	112
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	385 396	380 801
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	70 396	75 599
	Salaires et traitements	472 590	518 338
	Charges sociales	191 020	201 863
	Dotation aux amortissements et dépréciations	97 639	98 412
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	16	949
Total des charges d'exploitation		1 231 167	1 276 074
RESULTAT D'EXPLOITATION		6 701	2 167

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
RESULTAT D'EXPLOITATION		6 701	2 167
PRODUITS FINANCIERS	De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	17 595	11 914
	Total des produits financiers	17 595	11 914
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	7 178	7 490
	Total des charges financières	7 178	7 490
RESULTAT FINANCIER		10 417	4 424
RESULTAT COURANT avant impôts		17 118	6 591
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	63 316	63 316
	Total des produits exceptionnels	63 316	63 316
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		450
	Total des charges exceptionnelles		450
RESULTAT EXCEPTIONNEL		63 316	62 866
Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices		3 642	1 214
TOTAL DES PRODUITS		1 318 779	1 353 472
TOTAL DES CHARGES		1 241 986	1 285 228
EXCEDENT ou DEFICIT		76 793	68 243
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature Prestations en nature Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole			
TOTAL			

Annexe libre 2

Etat exprimé en euros

PRESENTATION DE L'ASSOCIATION

L'objet social de l'association CAUE est la promotion de la qualité de l'architecture, l'urbanisme et l'environnement.

Le CAUE a été mis en place en juin 1979 par le Conseil départemental de Maine et Loire en application de la loi du 03 janvier 1977 sur l'Architecture.

La mission prioritaire de l'association CAUE est de promouvoir, par l'information, le conseil et l'assistance aux maître d'ouvrages publics et privés, une architecture, un urbanisme et un paysage de qualité ainsi qu'un développement durable du cadre de vie.

FINANCEMENT DE L'ASSOCIATION

Le CAUE perçoit une partie de ses ressources via le reversement, par le Département de Maine-et-Loire, d'une quote-part de la Taxe d'aménagement (TA), conformément à la réglementation en vigueur.

- Exercice 2024 : le département du Maine et Loire a accordé au CAUE un financement annuel de 825 000 €
- Exercice 2025 : Le Budget Primitif du Département prévoit une réduction de cette subvention à 625 000 €, soit une baisse de 24 % par rapport à 2024. Cette diminution, impacte l'équilibre financier de l'association, comme exposé lors du Conseil d'administration du 25 mars 2025. Aucune convention pluriannuelle ne garantit actuellement la stabilité de ce financement. La direction prendra les mesures nécessaires afin de garantir la continuité d'exploitation.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **2 416 677** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 318 779** euros et un total **charges** de **1 241 986** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **76 793** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12** mois.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Amortissements

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif (fiscal) en fonction de la durée normale d'utilisation du bien.

- Immobilisations non décomposables : conformément aux mesures de simplifications pour les PME, ces immobilisations sont amorties sur la durée d'usage fiscalement admise.
- Immobilisations décomposables : si les éléments d'un actif ont des durées d'utilisations différentes, chaque élément est comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun est retenu.

La dépréciation des immobilisations est évaluée par l'entité à chaque clôture, au moyen de test de dépréciation effectué dès qu'existe un indice de perte de valeur.

Stocks et en cours

Les matières et marchandises ont été évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les produits en cours de production ont été évalués à leur coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Autres informations

Les états financiers ont été établis en conformité avec les différents principes comptables généraux :

- du règlement ANC 2014-03 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels
- du règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et le n°2020-08 qui est venu le compléter.

Intéressement des salariés

L'association a conclu un accord d'intéressement dans lequel le versement de la prime est conditionné par l'atteinte d'un résultat d'exploitation au moins égal à 8.33% de la masse salariale mais également au résultat de l'audit qualité établi par l'AFNOR.

Pour cet exercice la condition relative au montant du résultat d'exploitation n'est pas atteinte. Il n'y a donc pas de prime d'intéressement provisionnée dans les comptes.

Subvention d'investissement

La subvention d'investissement de 2006 est inscrite en fonds propres au passif du bilan et reprise au compte de résultat sur une durée de 30 ans.

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres						
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES						
CORPORELLES	Terrains	261 000					261 000
	Constructions sur sol propre	2 852 991					2 852 991
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	83 861					83 861
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	205 965				2 497	203 468
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 403 816				2 497	3 401 319
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	2 083					2 083
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 083					2 083
TOTAL		3 405 899				2 497	3 403 402

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres				
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	1 576 202	83 995		1 660 197
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	58 649	5 002		63 651
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	186 103	8 642	2 497	192 248
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 820 954	97 639	2 497	1 916 097
TOTAL		1 820 954	97 639	2 497	1 916 097

Provisions

Etat exprimé en euros		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours	15 905		14 110	1 795
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	15 905		14 110	1 795
TOTAL GENERAL		15 905		14 110	1 795
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles				14 110	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	2 083		2 083
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers	77 108	77 108	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés	1 570	1 570	
	Divers	750	750	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	13 100	13 100	
	Charges constatées d'avance	14 440	14 440	
	TOTAL DES CREANCES	109 051	106 968	2 083
	Prêts accordés en cours d'exercice			
	Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	480 082	43 890	174 476	261 716
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	51 841	51 841		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	55 587	55 587		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	58 438	58 438		
	Impôts sur les bénéfices	5 088	5 088		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	5 366	5 366		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes	4 147	4 147		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	1 104	1 104		
	TOTAL DES DETTES	661 653	225 461	174 476	261 716
	Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	Emprunts remboursés en cours d'exercice	43 619			
	Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		84 289
Autres créances clients PRODUITS A RECEVOIR USAGERS	71 215	71 215
Autres créances FRSS-R.R.R. A OBTENIR PRODUITS A RECEVOIR	12 323 750	13 073

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Charges à payer		126 185
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit INTERETS COURUS	271	271
Dettes fournisseurs et comptes rattachés FOURNISSEURS FACT N.P.	36 281	36 281
Dettes fiscales et sociales PROVISION CONGES PAYES CHARGES SOCIALES A PAYER INDEMNITES JOURNALIERES CHARGES FISCALES A PAYER	55 587 27 237 91 2 675	85 590
Autres dettes AVOIRS A ETABLIR	4 043	4 043

Charges et Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros		31/12/2024	Charges	Produits
Charges et Produits d'EXPLOITATION			14 440	1 104
Charges et Produits FINANCIERS				
Charges et Produits EXCEPTIONNELS				
TOTAL			14 440	1 104

--

Annexe libre

Etat exprimé en euros

REGIME FISCAL

Il n'y a pas de fiscalité qui s'applique au titre de l'impôt sur les sociétés. Seules les plus-values financières et locatives sont soumises à l'impôt sur les sociétés.

METHODE DE VALORISATION DU BENEVOLAT

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice n'a pas fait l'objet d'une évaluation à la clôture de l'exercice.

INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

La valorisation des indemnités de fin de carrière s'élève à 42 645 € à la clôture de l'exercice. Celle-ci n'est pas comptabilisée.

Les hypothèses retenues pour le calcul sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 3.38% (taux Iboxx)
- Table de mortalité utilisée : table réglementaire TH-TF 00-02
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Départ à l'initiative du salarié
- Taux de charges sociales : 40%
- Méthode de calcul retenue : méthode rétrospective Prorata Temporis

Un contrat de prise en charge a été souscrit à la CNP. A la clôture la valeur actualisée des versements s'élève à 61 851 €. Par conséquent l'engagement IFC est couvert par ces versements effectués auprès de la CNP.

ENGAGEMENTS DONNES

Une hypothèque de 1er rang sur le bien immobilier a été inscrite au profit du département de Maine et Loire.

Annexe libre

Etat exprimé en euros

ENGAGEMENTS RECUS

Le conseil du Maine et Loire a apporté sa garantie sur 100% du montant emprunté soit 1288000€. A la clôture le solde de l'emprunt est de 479 811 €

REMUNERATIONS DES TROIS PLUS HAUTS CADRES DIRIGEANTS BENEVOLES ET SALARIES

A la clôture de l'exercice l'association emploie 9 personnes. L'obligation de publier les rémunérations des plus hauts cadres dirigeants reviendrait dans le cas présent à communiquer une information à caractère personnelle et individuelle.

Cette information n'est donc pas fournie.

MONTANT DES HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Les honoraires du commissaire aux comptes comptabilisés pour l'exercice s'élèvent à 6 600€

Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés				
TOTAL				

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité	60 980				60 980
Autres réserves					
Report à nouveau	852 529	68 243			920 772
Excédent ou déficit de l'exercice	68 243	(68 243)	76 793		76 793
Situation nette	981 752		76 793		1 058 544
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	759 796			63 316	696 480
Provisions réglementées					
TOTAL	1 741 548		76 793	63 316	1 755 024

Concours publics et subventions

31/12/2024

Etat exprimé en euros

Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
------------------	------	-----------------------------	-----	--------	-----------------

Concours publics et subventions						
Concours publics			825 000			825 000
Subventions d'exploitation			750			750
Subventions d'investissement						
TOTAL			825 750			825 750